

# Les chrétiens en Chine de 1800 à 1950

Jean-Pierre Duteil

Professeur à l'université de Paris VIII

*Au cours du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle, l'histoire du christianisme en Chine fut en très grande part tributaire de l'histoire intérieure, très agitée, de l'empire du Milieu puis de la république : souvent inquiets de la présence des missionnaires, les dirigeants chinois confondirent parfois menées occidentales et pénétration du christianisme... De leur côté, les pays occidentaux, au premier rang desquels la France, entretenirent volontairement une certaine confusion entre leurs intérêts politiques et économiques et les activités de leurs missionnaires, ce qui ne fut pas toujours sans conséquences sur la mise en place d'une hiérarchie catholique de plus en plus chinoise.*

## **Les chrétiens en Chine avant 1820**

Le christianisme a une histoire ancienne en Chine. Par le biais des différents axes de la route de la Soie et de l'Asie centrale, il arrive dès le haut Moyen Âge sous la forme de communautés nestorienne. Rome elle-même se met en relations avec l'empire du Milieu au temps des Yuan mongols, et Jean de Montecorvino est nommé archevêque de Khanbalik, l'actuelle Pékin, en 1307. Toutefois cette religion monothéiste qui vient de l'ouest, ainsi que le judaïsme et l'islam, reste étrangère à la mentalité chinoise. La notion d'un Dieu transcendant, l'absence des esprits et « âmes errantes », peut-être aussi le poids des dogmes et du clergé, freinent le prosélytisme, en dépit des remarquables efforts d'adaptation qui sont déployés par les jésuites au cours des XVIIe et XVIIIe siècles. Des communautés chrétiennes se développent pourtant : les chrétiens de Chine ne sont toutefois pas plus de trois cent mille aux alentours de 1700, ce qui correspond à peu près à l'apogée de la « première mission », celle de l'époque moderne. Or la Chine, dont les recensements sont effectués de manière régulière, compterait cent trente millions d'habitants vers 1650, deux cents millions vers 1750, quatre cents millions en 1830. Ces chiffres permettent de mesurer combien la présence chrétienne reste modeste, du moins en termes de chiffres. Or la « première mission » décline, minée par la célèbre Querelle des rites, mais aussi par la suppression de la Compagnie de Jésus et par la fermeture progressive du pays face à la présence de plus en plus menaçante des puissances européennes. Toutefois, la vingtaine d'années qui correspond aux guerres de la Révolution et de l'Empire est marquée en Extrême-Orient par la presque totale disparition de ces Européens, accaparés par d'autres fronts. Les communautés chrétiennes ont été, pendant cette période, presque totalement livrées à elles-mêmes. Aux alentours de 1820, elles n'en subsistent pas moins, mais ont conscience d'être réduites à leur plus simple expression.

## **La réouverture des missions de Chine**

Le dernier jésuite chinois, Étienne Yang, est mort en 1790. Le dernier jésuite français, le P. Poirot, meurt en 1814. C'est cette même année, après toute la période correspondant à la Révolution et l'Empire, que Pie VII rétablit le statut primitif de la Compagnie de Jésus par le bref *Sollicitudo omnium Ecclesiarum* du 7 août 1814. Dès qu'ils apprennent le rétablissement de la Compagnie, les

chrétiens chinois demandent des jésuites : des missives sont expédiées à Rome en avril 1819. Comme la réponse tarde, une lettre collective des chrétiens de Pékin est expédiée vers la Ville éternelle le 7 mai 1832. En 1833, les seize prêtres chinois de Pékin envoient une pétition à Grégoire XVI, suppliant le pape de leur envoyer de bons missionnaires, semblables aux jésuites d'autrefois. En 1834 ont lieu de nouvelles pétitions de chrétiens, du Hubei et de Nankin cette fois.

Nankin constitue un cas particulier. À la mort de Mgr de Laimbeckhoven, s.j., en 1787, Pirès Pereira avait été nommé évêque, mais il n'était jamais venu à Nankin. Il s'était contenté de confier le diocèse, égal à la moitié de la France, à trois lazaristes portugais, à tour de rôle et avec l'aide de quelques prêtres chinois. Malgré tout, deux de ces lazaristes, les PP. Castro et Henriques, continuent à vivre à Macao. Pratiquement, prêtres et chrétiens chinois se trouvent à l'abandon. Pirès Pereira n'en est pas moins très mécontent de l'attitude des chrétiens : il ne veut pas qu'ils écrivent au pape et menace de suspendre leurs prêtres. Ce qui n'empêche pas les chrétiens d'écrire une seconde missive à Rome, avec copie de la lettre de Pirès Pereira ; cette lettre contient une critique des missionnaires alors présents en Chine, dont l'attitude pusillanime est comparée à la sage administration des anciens jésuites. Les chrétiens, en particulier, regrettent les facilités que les anciens religieux accordaient à l'accomplissement des rites vis-à-vis de Confucius et des ancêtres. Devenu pape en 1831, Grégoire XVI décide de réorganiser les missions de Chine. Entre 1838 et 1841, il partage les provinces ecclésiastiques de l'empire du Milieu en douze vicariats, tous placés sous la tutelle de la Congrégation de la Propagande. Le P. Fouillot, de la province jésuite de Paris, choisit trois de ses confrères, les PP. Gotteland, Estère et Bruyère, qui partent de Marseille à destination de la Chine.

Le retour des missionnaires est toutefois gêné par la série de conflits que l'on regroupe généralement sous le nom de « guerres de l'opium ». La nouvelle Compagnie des Indes anglaises, fondée en 1719, reçoit en 1783 le monopole du trafic de l'opium avec la Chine, alors que son administration passe sous tutelle directe de la Couronne. La drogue est fournie par les régions septentrionales de l'Inde, et placée dans des « caisses » de taille identique avant d'être chargée sur les vaisseaux anglais à destination de la Chine. Pour les Chinois, qui en connaissaient peu l'usage, le poison prend le nom de *yunyang* ou « fumée des océans ». Son succès est tel qu'en 1790 l'empereur Qianlong (1736-1796) doit publier un édit interdisant l'importation d'opium et l'ouverture de fumeries. Cela n'empêche pas les navires anglais de relâcher discrètement dans l'archipel des Zhoushan, à une vingtaine de milles de Macao. Dans ces îles se trouvent également des missionnaires clandestins, franciscains pour la plupart ; dans les années 1820-1840, les Chinois ont de plus en plus tendance à faire l'amalgame entre ces missionnaires et les trafiquants britanniques. Par ailleurs, les arrivages d'opium se font de plus en plus importants, au mépris de tous les édits impériaux. En janvier 1839, Lin Zexu quitte Pékin pour Canton, car il est nommé gouverneur des deux provinces du Guangdong et du Guangxi, et donne l'ordre d'arrêter tous les trafiquants, anglais ou chinois. Il exige également que les commandants de navires livrent leur cargaison, ce que les Anglais refusent. Lin décrète alors le blocus de Canton et fait expulser seize ressortissants britanniques. Les relations avec les étrangers sont interrompues. Cette crise diplomatique, assez banale, s'envenime lorsqu'un Chinois est tué par des marins anglais. Le chef de la concession britannique de Canton, Elliot, utilise l'artillerie face à la colère des Chinois. Le 4 avril 1840, la reine Victoria et une minorité de parlementaires déclarent la guerre à la Chine. Les Anglais occupent les îles Zhoushan et bloquent les ports de Xiamen (Amoy) et Ningbo. Pour les missionnaires qui se trouvent alors dans les provinces, la situation devient intenable : le P. Perboyre est capturé et exécuté la même année. Toutefois, la victoire des canonnières anglaises amène à la signature du traité de Nankin, le 26 juin 1842. La Grande-Bretagne reçoit Hong Kong, proche de Macao et de Canton. L'article 2 accorde aux étrangers le droit de séjour dans les cinq ports ouverts au commerce international – et aux importations d'opium : Canton, Shanghai, Xiamen, Fuzhou, Ningbo, tous situés sur les côtes méridionales. Cet article 2 permet l'activité missionnaire, même si elle est réduite ; c'est donc le 11 juillet 1842 que les jésuites Gotteland et Bruyère, ainsi que deux franciscains, arrivent à Shanghai, trois semaines après la prise de la ville par les Anglais.

***La France et le « protectorat des Missions »***

La nouvelle de l'ouverture de cinq ports au commerce anglais en Chine ne peut laisser la France indifférente, et elle veut établir aussi des relations avec Pékin. C'est la chambre de commerce de Paris qui prend l'initiative de ce mouvement, suggérant au gouvernement Guizot d'envoyer une mission diplomatique et commerciale en Chine. Elle est confiée à Théodore de Lagrené, ancien ministre plénipotentiaire de France à Athènes, qui reçoit alors le titre de commissaire royal. Mais la mission commence mal : la cour de Pékin n'a pas de ministre des Affaires étrangères pour discuter avec les Occidentaux. Tous les ambassadeurs des pays « barbares », considérés *a priori* comme vassaux, doivent se soumettre à une étiquette surannée qui inclut le *kotou*, ensemble de trois agenouillements et neuf prosternations. Lord Amherst refuse ; son homologue Lagrené s'estime obligé d'en faire autant. Encore une fois, les relations tournent à l'aigre : la flotte française accompagne Lagrené lorsqu'il débarque à Macao, le 15 août 1844. Lagrené mène toutefois des pourparlers avec le vice-roi de Canton, Jiyin, et les deux hommes finissent par conclure le traité de Huangpu (Whampoa) (24 octobre 1844).

Le traité de Huangpu a parfois été célébré comme une avancée dans le domaine missionnaire. En fait, les évangélistes présents sur place étaient très réticents par rapport au texte du traité, qui ne fait aucune allusion à une éventuelle « liberté religieuse » en Chine. Trois articles pouvaient cependant s'étendre à la mission : le traité mentionnait la possibilité de bâtir, engager des interprètes, organiser l'enseignement du chinois, vendre des livres français dans les cinq ports ouverts au commerce. Il était possible de créer des édifices religieux, hôpitaux, écoles, instituts d'œuvres charitables, confondus en une même catégorie avec les maisons et les magasins. En revanche, l'article 23 stipulait que les Français qui s'aventureraient en dehors des limites des concessions et pénétreraient dans l'intérieur du pays, pouvaient être arrêtés par les autorités chinoises. Dans les années qui suivent la mise en place de ce traité, Lagrené se rend compte de la faiblesse française sur le plan commercial, par rapport à la Grande-Bretagne. Il songe alors à développer ce qu'il appelle l'« élément moral et civilisateur », et demande l'autorisation de fonder à Pékin un institut français, ainsi que plusieurs collèges. Par rapport à ces propositions, certains missionnaires veulent un « geste plus concret », c'est-à-dire l'intervention directe de la France. Le P. Huc en particulier, un lazariste qui deviendra célèbre plus tard pour ses relations de voyage au Tibet, réclame cette intervention : mais Lagrené reste prudent.

Dans la pratique, les missionnaires n'ont une véritable liberté de mouvement que dans les cinq ports. À l'intérieur du Jiangxi, des chrétiens sont arrêtés, juridiquement assimilés à des « brigands », c'est-à-dire aux membres des sociétés secrètes. L'accusation n'a rien de nouveau, mais l'action du vicaire apostolique, Mgr Rameaux, tourne court. Lagrené perçoit les difficultés : beaucoup de missionnaires font preuve d'un zèle enthousiaste mais intempestif, et pèchent par ignorance de la culture chinoise. Certains se laissent abuser par de faux dévots, escrocs ou brigands chez qui le baptême sert de paravent. D'autres laissent se développer des congrégations féminines non reconnues, où des jeunes filles et des veuves, dans un état qui n'est ni laïc ni religieux, servent de catéchistes, recueillent les enfants abandonnés, soignent les malades. La situation de ces femmes est jugée « équivoque » par l'opinion chinoise et provoque des scandales qui retombent sur les missionnaires. En fait, les « missionnaires clandestins », protégés par d'anciennes familles de lettrés converties au XVIIe siècle, s'adressent aux catégories les plus pauvres de la société chinoise mais mettent en danger l'ensemble des chrétiens. Lagrené finit par demander au Saint-Siège d'intervenir, par le biais de la Propagande. En 1845, il quitte Macao ; il est remplacé quelque temps par le baron de Forth-Rouen, puis en 1851 par de Bourboulon.

Mais à cette date la Chine est secouée par un véritable cataclysme social : la révolte des Taiping. Cette révolte est due, à l'origine, à l'action d'un maître d'école de Canton, Hong Xiuquan. Il a fréquenté la mission protestante du Guangxi, se prétend « frère cadet du Christ » à partir de 1843, et prétend en même temps avoir reçu le *Tianming*, le Mandat du Ciel qui l'autorise à renverser la dynastie présente, celle des Qing, devenue indigne de sa position. En tout cas, il galvanise les paysans des provinces méridionales, qui le proclament roi du « royaume de la Grande Paix », *Taiping*. Le 1er janvier 1851, Hong décide de défier les Qing et dirige ses troupes vers le nord ; le 19 mars 1853, les Taiping prennent Nankin, ancienne capitale impériale. Les autorités soupçonnent des menées chrétiennes, ou même occidentales, en raison de l'influence chrétienne

assez diffuse qui a joué sur Hong pour élaborer sa doctrine syncrétiste. Divers aventuriers interviennent d'ailleurs dans les affaires chinoises : les Américains Ward et Burgevine ont constitué une petite armée, l'« armée toujours victorieuse », qui s'allie aux troupes régulières du général Zeng Guofan afin d'arrêter les Taiping devant Shanghai. Ces ingérences indisposent l'opinion chinoise, qui se retourne contre les missionnaires et les communautés chrétiennes. En 1856, le P. Chapdelaine, des MEP, est dénoncé par la femme d'un néophyte qui reprochait à son mari de la délaisser pour suivre la catéchèse. Le missionnaire français, traîné devant le *yamen* du mandarin local, est décapité. L'ambassade, saisie de l'affaire, essaie d'obtenir réparation : mais le vice-roi de Canton ne fait rien pour atténuer l'affaire, et allègue l'article 23 du traité de Huangpu, qui interdit l'intérieur de la Chine aux étrangers. Cette même année 1856 a lieu un incident qui met en cause les Britanniques, à propos du navire d'un armateur chinois passé sous pavillon anglais. Ces incidents diplomatiques peuvent sembler assez minimes, mais l'opinion chinoise est de plus en plus montée contre les « diables étrangers ».

Accusée sans ménagements, la Grande-Bretagne décide de se joindre à la France pour une action militaire. Les troupes alliées marchent de Canton sur Tianjin (Tien-Tsin) dans un pays déjà dévasté par la guerre civile. Les Chinois sont battus et doivent accepter un nouveau traité, celui de Tianjin, signé le 27 juin 1858. L'article 13 concerne spécialement les questions religieuses : il garantit la sécurité pour les chrétiens et pour les missionnaires munis de passeports réguliers. Toutes les lois antichrétiennes sont abrogées. Face à ces modifications, Pie IX décide d'appeler en consultation le vicaire apostolique du Huguang, Mgr Spelta, des MEP. Il le nomme visiteur apostolique de toutes les missions de Chine et le charge de porter à l'empereur une lettre pontificale exposant les principes généraux de l'évangélisation. Cependant, les plénipotentiaires anglais et français qui ont signé le traité de Tianjin avec les commissaires impériaux chinois n'arrivent pas à obtenir l'autorisation d'entrer dans Pékin. Les troupes finissent par marcher sur la capitale : c'est lors de cet épisode militaire qu'ont lieu l'incendie et le pillage du Palais d'été, le *Yuanmingyuan*, fait d'armes peu glorieux qui aboutit à la destruction d'une magnifique œuvre d'art et à une humiliation durable pour la Chine. En fin de compte, Lord Elgin et le baron Gros signent un nouveau traité, la convention de Pékin, en 1860. Le gouvernement chinois se voyait obligé de verser une indemnité de guerre de huit millions de taels, correspondant alors à soixante millions de francs-or. Un million était destiné à l'indemnisation des sujets français ; parmi eux, les missionnaires catholiques et, moins nombreux mais de plus en plus présents, leurs homologues protestants.

### ***Les missions protestantes***

L'opinion catholique, jusqu'au début du XXe siècle, reprochait traditionnellement aux protestants de se désintéresser des missions. Sous l'Ancien Régime, les missions de Chine semblent exclusivement catholiques ; en fait, cela correspond surtout à l'ancien droit de *padroado* portugais, remontant au traité de Tordesillas (1494), et à l'action des ordres religieux. Il y a eu, toutefois, des missions calvinistes : elles sont mal connues et n'ont pas eu le temps de se développer, par exemple avec les Hollandais à Taiwan (1662).

La véritable pénétration du protestantisme en Chine est postérieure à l'époque moderne. Elle est due à Robert Morrison, de la *London Missionary Society*, qui débarque à Canton en 1807. Il connaît un peu le chinois et en poursuit l'étude grâce à deux chrétiens. Cet interprète de l'*East India Company* devient l'un des premiers sinologues de langue anglaise : il publie une grammaire chinoise en 1812, et un dictionnaire en 1814. Surtout, il réalise une traduction complète des Écritures en chinois (1824). Avant l'occupation de Hong Kong, les missionnaires protestants n'ont pas de point d'attache en Chine. Leur base de départ se trouve à Malacca pour les Anglais, à Batavia pour les Hollandais. Le premier pasteur à pénétrer dans l'intérieur du pays est Karl Gutzlaff, de la Société des missions hollandaises. À partir de Batavia, il arrive à Canton, avant d'atteindre Shanghai, où il s'installe. Ensuite, les missions américaines apparaissent : elles jouent un rôle de plus en plus important dans la seconde moitié du XIXe siècle, à travers l'*American Board of Commissioners for Foreign Mission*. Le premier périodique en anglais, *The Chinese Repository*, fait connaître la civilisation chinoise au monde anglo-saxon. En 1834, le Dr Peter Parker ouvre le premier hôpital d'ophtalmologie à Canton. C'est dans cette ville qu'il ouvre

également, en 1838, la *Medical Missionary Society*, qui combine les actions missionnaires et hospitalières. Parker devient par la suite l'ambassadeur des États-Unis en Chine.

Mais le grand nom des missions protestantes du XIXe siècle pour la Chine est sans doute celui de James Legge, de la *London Missionary Society*. Arrivé à Hong Kong en 1843, il devient directeur du collège anglo-chinois, puis reste en Chine jusqu'en 1845 ; là, il traduit en anglais tous les « classiques » (*Jing*) chinois, réalisant dans cette langue ce que les jésuites avaient fait au cours des XVIIe et XVIIIe siècles en latin et en français. De retour à Londres, Legge fonde une chaire de sinologie à Oxford ; il devient un champion de la « hiérarchie indigène » dans l'Église. Les protestants français ont organisé une première association, les « amis des missions », en 1820 ; deux ans plus tard, la *Société des missions évangéliques* est fondée à Paris. De suite, elle entre en relations avec les autres sociétés protestantes européennes.

Une certaine confusion se produit assez vite : les ambassadeurs de France en Chine avaient tendance à défendre de manière générale les intérêts missionnaires de la France. Ils utilisaient simplement l'appellation de « religion chrétienne », ce qui fait que le peuple chinois ne voyait pas très bien les différences. Pourtant, les protestants prennent soin de désigner leur religion, en chinois, sous le nom de « religion du Christ » alors que les catholiques, depuis les jésuites de l'époque moderne, parlent de la « religion du Seigneur du Ciel » ou *Tianzhou*. L'effort protestant est mis de suite sur la lecture des textes, ce qui correspond évidemment aux enseignements de Luther et Calvin. Ils diffusent l'Ancien et le Nouveau Testament, gratuitement et par millions d'exemplaires en version chinoise, grâce à un important soutien financier des protestants de France. Les catholiques y voient une manœuvre d'opposition à leur propre prosélytisme, et l'envoyé de Grégoire XVI, M. Besi, prêtre séculier, va jusqu'à interdire aux catholiques chinois la lecture de ces bibles... La mission catholique accuse alors un net retard dans le domaine de la traduction : une Bible catholique complète en chinois, due au franciscain Allegra, ne voit le jour qu'au XXe siècle. Certains néophytes n'en connaissent pas moins de surprenants parcours religieux : Dom Lou, qui termine sa vie dans l'ordre de saint Benoît, a expliqué qu'il avait connu le christianisme par l'intermédiaire des bibles protestantes, et avait opté ensuite pour le catholicisme.

Sur un plan pratique, les conditions de l'apostolat sont sensiblement différentes, car les missionnaires protestants viennent le plus souvent s'installer dans les ports avec leurs familles : leur retour au pays d'origine se fait ainsi plus aisément. D'autre part, beaucoup de pasteurs exercent la médecine, à l'exemple des Américains. Le Dr Pearson donne à Macao des cours de vaccination ; le Dr Colledge ouvre un premier dispensaire, à Macao également ; en 1850, l'école protestante Saint Paul est créée à Hong Kong ; en 1851, les épiscopaliens ouvrent à Shanghai un important institut, appelé à devenir la première université chinoise, St John's University, en 1879. À la différence des catholiques chinois, les néophytes protestants appartiennent beaucoup plus à la jeune bourgeoisie chinoise, comptent parmi eux de nombreux employés des villes, des étudiants. Dans l'ensemble, le protestantisme touche davantage les élites intellectuelles ; aux alentours de 1900, une quarantaine de sociétés protestantes encadrent 215 000 baptisés, alors que les catholiques chinois sont 740 000.

### ***Les difficultés de la mission pendant la fin de la dynastie mandchoue et les débuts de la république***

Le traité de Tianjin et la convention de Pékin provoquent une explosion d'enthousiasme chez les missionnaires. L'activisme de Mgr Desflèches, des MEP, pour la défense de ses chrétiens, est même franchement maladroit et donne prise à la xénophobie. La réouverture de la cathédrale de Pékin donne à Mgr Mouly l'occasion d'exposer un projet d'entrée solennelle, en « chaise verte », comme les hauts dignitaires de l'empire, pour la Noël 1860. Le représentant de la France, de Bourboulon, obtient le retrait de ce projet triomphaliste. Les dernières décennies du XIXe siècle voient l'arrivée massive des missionnaires européens, alors que la Chine est en proie à un complet désarroi politique, institutionnel et surtout moral.

En 1861, la mort de l'empereur Xian Fong laisse le trône à un fils âgé de quatre ans, ce qui ouvre la régence du prince Kong. En 1864, les troupes impériales et surtout les « troupes toujours

victorieuses » des mercenaires américains arrêtent la progression des Taiping à Nankin : le suicide de leur chef délivre le régent d'un problème grave. Il n'en tombe pas moins sous la coupe de la mère du jeune empereur, Cixi (Tseu-Hi) ; intrigante et ambitieuse, elle n'hésite pas à faire proclamer son neveu empereur à la mort du jeune empereur en titre, en 1875. Encore une fois, il s'agit d'un enfant de quatre ans. Désormais, c'est elle qui dirige la politique impériale jusqu'à sa mort, en 1908. La décomposition politique de l'empire est à l'origine de soulèvements intérieurs, comme celui des musulmans du Yunnan, et d'agressions étrangères, comme celle du Japon, qui met la main sur la Corée puis déclare la guerre à la Chine en 1894. En octobre, la prise de Port Arthur est suivie de celle de Weihaiwei, sur la côte du Shandong. En mars 1895, c'est le tour de Liaoyan, en Mandchourie. Le traité du 17 avril 1895 livre Port Arthur (Lüshun) et Taiwan au Japon ; humiliation suprême, les Occidentaux doivent aider les Chinois pour faire évacuer les troupes japonaises de Port Arthur. L'exemple donné par le Japon de l'empereur Mutsu Hito, à l'origine de l'« ère Meiji », a toutefois convaincu une partie des élites chinoises, et en particulier le jeune empereur, à s'orienter vers une politique de réformes inspirées de l'Occident. Cixi refuse ces idées et se révèle profondément obscurantiste, au point de refuser la pose d'un réseau ferroviaire pour ne pas égratigner le dragon qui sous-tend la Chine. En 1898, le jeune empereur Guangxu appelle à ses côtés divers réformateurs, dont Kang Youwei, qui devient son premier ministre. Cixi s'appuie sur les éléments les plus rétrogrades de l'armée, de la cour et de l'aristocratie mandchoue pour chasser les réformateurs et abolir leurs décrets. Avec l'aide du vice-roi du Zheli, elle séquestre le jeune empereur, déclaré irresponsable. Puis elle s'entend avec les chefs des sociétés secrètes hostiles aux Occidentaux : « Nénuphars blancs » et surtout « Poings de concorde et de justice », plus connus sous le nom de « Boxeurs ».

Le point de départ de la « guerre des Boxeurs » a été le Grand Conseil tenu autour de Cixi le 10 juin 1900. L'impératrice parle de « supprimer les étrangers sans tarder ». Le 20 juin, Von Ketteler, plénipotentiaire allemand, est assassiné ; puis un véritable massacre des étrangers et des Chinois qui « collaborent » avec eux s'organise. Parmi les victimes figurent deux cents missionnaires européens et trente-deux mille chrétiens chinois. Bientôt, les Boxeurs sont maîtres des plaines entre Tianjin et Pékin, où ils détruisent les voies ferrées et le télégraphe. Une expédition montée par les puissances occidentales prend Tianjin en juillet, puis entre à Pékin le 14 août 1900. Le « protocole d'accord » qui est signé à Pékin en 1901 confirme le traité de Tianjin et la convention de Pékin, et oblige la Chine à verser aux puissances une indemnité de quatre cents millions de taëls, somme qui représente quatre fois le montant annuel des impôts.

Le niveau d'humiliation que subit la Chine est tel que la dynastie et même le principe impérial se trouvent remis en question. L'idée parlementaire commence à faire son chemin, particulièrement dans les milieux lettrés des régions méridionales et dans la « diaspora » chinoise. En 1900, Sun Yat Sen fonde le *Guomintang*, « parti nationaliste » à partir de la pensée de Yan Fu (1853-1921), qui a approfondi les évolutionnistes anglo-saxons Darwin et Spencer. Devant la montée d'une opposition de plus en plus radicale, Cixi se résigne à ouvrir la voie à un train de réformes dans les domaines de l'enseignement, de l'armée et de l'appareil d'État. Pour cela, elle fait appel au nouveau vice-roi du Zheli, Yuan Shikai. Personnage ambigu, corrompu et ambitieux, Yuan promet la convocation d'un parlement... pour 1917. Mais l'année 1908 voit les décès successifs de l'empereur séquestré, puis de Cixi. On parle d'empoisonnement ; le trône revient à Puyi, enfant de trois ans dont le père, Zhuan, devient régent. Ce dernier accuse Yuan de trahison et le chasse. Mais l'empire s'effondre : l'élite chinoise, réunie par Sun Yat Sen, proclame la République le 11 octobre 1911. Le 12 février 1912, elle commet l'erreur de remettre les pleins pouvoirs à Yuan Shikai, qui se fait « plébisciter » empereur en 1915. Son règne de cent jours se termine par son suicide, en juin 1916.

Ce trop rapide survol historique a surtout pour but de mettre en lumière les difficultés auxquelles se trouvent confrontés les missions et les chrétiens. Dans l'ensemble, l'incompréhension règne. Les missionnaires européens se trouvent en principe toujours sous les directives de la bulle *Ex quo singulari*, du 11 juillet 1742, qui déclarait illicites les « rites » chinois, et désavouait les jésuites. La pensée traditionnelle de la Chine est jugée incompatible avec le christianisme, et les missionnaires ne peuvent l'enseigner ; ces conceptions découragent plutôt l'étude de la pensée chinoise et même de la langue écrite, chez les prêtres et les religieux occidentaux. Beaucoup se

contentent de se faire aider par leurs catéchistes pour apprendre le dialecte de la province où ils se trouvent, et dans les années 1900-1910, on constate la présence en Chine de deux types d'évangélistes : des missionnaires « de brousse », totalement coupés de la société lettrée, et comparables à leurs confrères d'Afrique ; certains défrichent les terres, comme les Pères de la congrégation de Scheut au pays des Ordos. Et des missionnaires « de ville » qui professent dans les universités récemment ouvertes : l'université Aurore à Shanghai, fondée par les jésuites en 1903, ainsi que l'observatoire de Zikkawei ; l'Institut des hautes études à Tianjin, par les jésuites également ; l'université catholique de Pékin, fondée par les bénédictins d'Amérique. L'enseignement dispensé est de haut niveau et répond à la demande des élites cultivées : apprendre les langues et les sciences de l'Occident, se former aux relations internationales. Tout cela ne fait pas place à la civilisation chinoise, et contribue à couper les élites de leur propre culture. Les travaux sur la Chine « classique » réalisés à cette époque restent importants, mais ils sont l'œuvre de savants isolés, comme les Pères jésuites Séraphin Couvreur et Léon Wieger qui réalisent les traductions en français du *corpus* confucianiste pour le premier, et taoïste pour le second, entre 1895 et 1925. Le pasteur Richard Wilhelm s'attaque de son côté à l'édition allemande du *Yijing*, le « classique des Mutations ». Tout cela reste très différent de ce qu'étaient les études dans l'optique du confucianisme. Conformément à *Ex quo singulari*, les séminaristes chinois étudient le latin, se coupant de leur propre culture plus encore que les étudiants laïcs. Beaucoup se tournent vers une forme d'apostolat hospitalier, à l'exemple des protestants. Dans ce domaine, ce sont surtout les religieuses qui jouent le rôle essentiel : Filles de la Charité, sœurs de Saint Paul de Chartres, sœurs canossiennes, franciscaines missionnaires de Marie, sœurs de la Providence de Portieux ; elles ouvrent puis animent des hôpitaux, des léproseries, des maternités et surtout les orphelinats qui se chargent de recueillir et d'élever les innombrables enfants qu'abandonne la Chine pendant cette période tragique de son histoire.

### ***L'action déterminante de Vincent Lebbe***

Dans un contexte aussi difficile, l'action de Vincent Lebbe n'en a pas moins été déterminante. Né en 1877 à Gand d'un père avocat, devenu par la suite lazariste, il est passionné par les missions lointaines et décide de partir pour la Chine ; il arrive à Pékin à la fin de mars 1901. Il a alors vingt-quatre ans et se met de suite à apprendre la langue et l'écriture chinoises, et à étudier les textes anciens, qui ont été traduits par les jésuites des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles et que les Pères Couvreur et Wieger sont en train de revoir. Digne émule de Matteo Ricci, Vincent Lebbe devient professeur d'Écriture sainte, d'histoire de l'Église et de musique à Pékin, avant d'être nommé vicaire du P. Scipione à Dakou, à 100 km à l'est de Pékin. Là, il devient chinois parmi les Chinois d'un district vaste comme la moitié d'un département français, qu'il passe son temps à sillonner ; il prend le nom de Lei Mingyuan, reprenant la coutume des missionnaires de l'époque moderne : Ricci par exemple était devenu Li Matou. À Tianjin en 1906, Lebbe écrit en chinois un *Traité sur la doctrine sociale de l'Église* et fonde le premier hebdomadaire catholique chinois, le *Guang yilu*. L'évêque de Tianjin, effrayé, pense un instant en faire interdire la lecture. En 1913, après un bref séjour en Europe, il est nommé vicaire général de Tianjin. C'est là que se tient, en 1914, le premier congrès de l'Action catholique. Le *Yishi bao*, « le Bien public », premier grand quotidien, est fondé en 1915.

L'année 1919 voit l'arrivée en Chine du visiteur apostolique, Mgr de Guébriant. Le prélat convoque le P. Lebbe à Shanghai ; le 30 novembre 1919 est promulguée l'encyclique *Maximum illud*, qui préconise la promotion des prêtres indigènes. Le texte est alors mal accepté, et provoque en Chine un mouvement d'opposition à Vincent Lebbe, qui décide d'accompagner Mgr de Guébriant à Rome afin de préciser sa position. Il rencontre le préfet de la Propagande, Mgr Van Rossum, puis Benoît XV en décembre 1921. L'année suivante, Pie XI succède à Benoît XV : le nouveau pape envoie Mgr Costantini en Chine au titre de délégué apostolique, puis le nomme légat pontifical en 1924. Mgr Costantini présidera le premier concile de Chine à Shanghai, le 15 mai 1924. Ce concile réunit quarante-deux évêques et vicaires apostoliques, l'abbé de la Trappe et des représentants de tous les grands ordres religieux, une douzaine de délégués des missions. Il insiste sur deux notions : la promotion du clergé chinois et l'universalité du christianisme, afin d'éviter l'assimilation courante entre religion des Occidentaux et Occidentaux eux-mêmes. Pie XI

consacre à cette occasion les six premiers évêques chinois à Rome, en présence du P. Lebbe. En outre, le lazariste belge fonde la Société des auxiliaires des missions et les Auxiliatrices féminines, deux congrégations, tandis qu'en 1928 Mgr Costantini met en place l'Association catholique universitaire.

La mise en place de la hiérarchie catholique est toutefois perturbée par les événements politiques. Le 4 mai 1919, trois mille étudiants en robe noire de lettrés défilent à Pékin aux cris de « il faut sauver le pays ! » ; ils provoquent un vaste mouvement animé par un idéal à la fois moderniste et national. À partir de ces revendications, en 1921, Li Dazhao et Chen Duxiu fondent le Parti communiste chinois. Les communistes restent d'abord en relations avec le Guomindang, beaucoup plus important et « refondé » par Sun Yat Sen en 1920. Mais Sun meurt en 1925, et le 30 mai 1925 une vague de grèves touche les usines étrangères de Shanghai. Le Parti communiste rompt avec la droite du Guomindang lorsque Jiang Jieshi (Chiang Kai-shek) l'emporte au cours de l'année 1926. La Chine plonge progressivement dans la guerre civile, alors que l'on assiste à une véritable démission de l'État. À l'extérieur, le Japon profite des difficultés politiques chinoises pour envahir la Mandchourie (1931), utilisant pour cela sa base de Port Arthur. En 1932, le « Mandchoukouo », État fantoche, est créé et confié à l'insignifiant Puyi. L'attentisme de Jiang Jieshi, qui sait que son armée ne fait pas le poids, indigne l'opinion chinoise, et les officiers nationalistes finissent par faire pression sur le généralissime. La guerre éclate en 1937, à partir de l'incident du pont Marco Polo, près de Pékin. Tandis que Vincent Lebbe organise un corps de brancardiers, un nouveau délégué apostolique, Mgr Zanin, remplace Mgr Costantini. À Shanghai, les bâtiments de la mission, transformés en hôpital, reçoivent deux mille blessés dès l'année 1932.

### *La mise en place de la hiérarchie catholique*

Lorsque meurt Vincent Lebbe, en 1940, les résultats de son action sont déterminants pour l'histoire du christianisme en Chine. En effet, la Propagande a décidé de rouvrir le dossier si épineux des « rites chinois » en 1939. Le 4 décembre, elle déclare licites pour un chrétien les cérémonies publiques en l'honneur de Confucius ainsi que les cérémonies familiales en l'honneur des ancêtres. Le texte élaboré alors revient entièrement sur les décisions de *Ex quo singulari* (1742). Pie XII achève la mise en place de la hiérarchie lorsqu'il nomme Mgr Tian vicaire apostolique de Qingdao, cardinal et archevêque de Pékin, le 18 février 1946. Les quatre-vingt-dix-neuf vicariats apostoliques sont remplacés par vingt archidiocèses, qui correspondent aux capitales des vingt provinces administratives, et soixante-dix-neuf diocèses. En 1949, la Chine dispose d'un représentant de son gouvernement près du Saint-Siège, et réciproquement le Saint-Siège a un représentant près du gouvernement chinois. Elle a un cardinal, trente-trois évêques sont chinois contre cent six Européens ; on compte deux mille sept cents prêtres chinois, ce qui équivaut à peu près aux trois mille prêtres européens ; cinq mille religieuses chinoises contre deux mille d'origine européenne. Enfin les catéchistes sont tous chinois et continuent à jouer un rôle essentiel, qui va bien au-delà d'un rôle d'auxiliaire : ils sont environ sept mille pour les hommes et quatre mille cinq cents pour les femmes. Au total, les catholiques seraient alors trois millions quatre cent mille, dispersés sur tout le territoire chinois mais avec des concentrations plus fortes dans certaines régions ou villes, en particulier Shanghai. L'Église protestante, de son côté, compte un million à un million et demi de fidèles, assistés par deux mille missionnaires étrangers et dix mille auxiliaires rétribués. Enfin, les Églises disposent d'un réseau de deux mille cinq cents écoles primaires et treize collèges et universités, avec douze mille étudiants. À partir du 1<sup>er</sup> octobre 1949, date de la proclamation de la République populaire de Chine, Mao Zedong domine la scène politique. C'est Zhou Enlai qui élabore dès 1950 les grands principes de la politique religieuse, reposant sur la notion de « Triple autonomie » par rapport à l'Occident : autonomie en matière d'administration, de finances et de prosélytisme. Mais les libertés religieuses des citoyens sont garanties par l'article 5 du Programme commun de gouvernement du nouvel État. Si les protestants chinois acceptent de suite l'idée de mettre sur pied un « mouvement patriote », les catholiques en revanche ne sont que peu nombreux à entrer dans ce projet, pourtant vigoureusement recommandé par les autorités. Une minorité de catholiques chinois accepte toutefois de ne dépendre du pape que sur le plan doctrinal et de rompre pratiquement tous les liens avec les Églises d'Occident, tandis que la majorité de leurs

coreligionnaires entre progressivement dans la clandestinité. La République populaire de Chine, de 1950 à nos jours, a vu l'évolution parallèle de deux Églises catholiques, la « patriote » et celle « du silence », dont l'opposition n'est pas sans rappeler la division entre prêtres constitutionnels et réfractaires qu'a connue la France révolutionnaire.

Jean-Pierre Duteil

Avril 2003

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

## Bibliographie



Le christianisme en Chine  
Marie-Ina Bergeron  
*Chalet, Lyon, 1977*



Le père Lebbe , apôtre de la Chine moderne ( 1877-1940)  
Léopold Levaux  
*Editions universitaires, Paris-Bruxelles, 1948*